

« Chacun a le droit de décider librement
de la publication
et de l'utilisation
de ses données personnelles »



Cette phrase célèbre tirée du jugement de décembre 1983 par lequel le tribunal constitutionnel de la RFA avait abrogé le recensement domine depuis la discussion sur la protection des données.

Ce jugement apportera certainement des modifications substantielles à la jurisprudence allemande, surtout en ce qui concerne :

- le traitement des données dans le domaine de la sécurité, la santé, l'administration et le social ;
- l'utilisation des données par les employeurs ;
- l'utilisation des données de leurs clients par les banques, les assurances, les hôpitaux.

A ces aspects fait écho une sensibilisation d'une grande partie de la population sur les problèmes posés par l'utilisation actuelle de l'informatique. D'innombrables initiatives naissent dans toute l'Allemagne contre « 1984 », contre le câblage et contre les nouveaux médias. Le nombre de livres et de brochures publiés à cette occasion est considérable.

Les banques ont été les premières à faire les frais de cet état d'esprit nouveau. Avec la modification de leurs clauses contractuelles au début de l'année, elles voulaient obtenir l'autorisation de transmettre des données concernant leurs clients à des tiers. Il s'agissait plutôt de légaliser une vieille pratique. Une tempête de protestation a mis fin à ces prétentions.

Le prochain objectif sera d'empêcher l'introduction de la carte d'identité lisible automatiquement, initialement prévue pour novembre 1984, mais reportée à l'année suivante (pour éviter une concordance fâcheuse avec l'année d'Orwell ?)

C'est de cette question que traite l'article de Udo Kausz et Jergen Taeger, tiré du *M.O.Z.* n° 1/2 1984 dont nous publions quelques extraits.

GIII Lyon



Dans une brochure, diffusée largement, le ministre de l'Intérieur, M. Zimmermann informe les Allemands de son projet :

« L'introduction d'une nouvelle carte d'identité est devenue nécessaire parce que celle qui est actuellement utilisée ne correspond plus à ce qu'il faut attendre d'un papier officiel d'identité ».

Les raisons avancées sont notamment :

- des fausses cartes d'identité seraient utilisées pour commettre des actes criminels, surtout de la part de terroristes ;
- la lecture automatique des cartes accélérerait les contrôles aux frontières. Les voyageurs gagneraient ainsi

du temps surtout au moment des vacances. La rapidité de lecture rendrait également possible le contrôle précis d'un plus grand nombre de gens ».

Dans les années passées les lois limitant la liberté ont toujours été expliquées par les nécessités de la lutte contre le terrorisme. Une grande partie de la population a accepté ces lois parce qu'elles auraient prétendument amélioré la sécurité. Mais la police elle-même a déclaré qu'il n'y avait jamais eu de menace réelle pour la sécurité. C'est une crise de confiance, provoquée dans la population qui a permis de justifier la modification préventive des lois. L'introduction de la nouvelle carte d'identité obéit à cette stratégie. Ceux qui la critiquent sont suscep-

« de sympathie envers les criminels » (« celui qui n'a rien à cacher ne craint rien »).

L'acceptation relativement massive, d'après les sondages, de la carte d'identité montre la nécessité de vérifier les arguments gouvernementaux : car la véritable justification de l'introduction de cette carte infalsifiable et lisible automatiquement vient de raisons que la brochure gouvernementale ne mentionne pas.

Modifications dans la conception des méthodes d'investigation policière

Depuis 1970, la police criminelle fédérale (BKA) veut changer ses méthodes d'investigation qui se limitaient jusque là, à la poursuite de particuliers : malfaiteurs et suspects. Cette méthode traditionnelle n'obtient des résultats que dans les cas où il y a un rapport immédiat et évident entre l'acte criminel et sa poursuite. Si l'on n'a pas arrêté de suspects dans un bref délai les autres recherches deviennent caduques. Et le BKA voyait dans l'anonymat croissant de la société la cause des difficultés obligeant la police à procéder à taton.

La conséquence logique était pour la police le développement d'une investigation préventive non liée à un acte criminel précis ou à son soupçon. La recherche « sans cible » s'ajoutait aux méthodes éprouvées. Mais les « opérations coup de poing » qui furent montées dans les années soixante-dix et qui consistaient en une mobilisation de la police sur une vaste échelle pour effectuer des contrôles sur la voie publique et dans les lieux « sensibles », se sont révélées insuffisantes. Le BKA procède alors à une sophistication de sa conception en subdivisant le territoire en régions de recherche et de sous-recherche. Cette conception couronnée de succès, du point de vue de la police, signifie pour le citoyen une possibilité de contrôle de son identité ainsi que la fouille de ses affaires personnelles à tout moment.

Elargissement des contrôles d'identité

En 1974, de nouvelles dispositions accordent à la police un pouvoir de contrôle étendu. Pour agir, la police n'a plus besoin ni d'une situation de danger précise, ni d'un « perturbateur » responsable. Le but est de lutter contre le crime et contre les troubles sans qu'il y ait un lien à établir avec un danger établi. Par conséquent, toute personne non contrôlée reste à contrôler. Etant donné que le droit ne prévoit plus de limites efficaces à cette activité de contrôle, seuls des moyens techniques et humains, freinent son utilisation extensive. La nouvelle

La nouvelle carte d'identité allemande, petite sœur de celle à laquelle nous avons échappé en mai 1981.



carte d'identité est le moyen de lever cette limitation à un cadre légal préexistant. C'est le moyen technique de mettre en œuvre massivement et sans lourdeur administrative les contrôles d'identité. En avril 1982, les ministres de l'Intérieur des Länder et de l'Etat fédéral ont arrêté des dispositions obligeant la police d'informer le BKA de toutes « violations à la paix publique et délits analoges ». Le rayon d'action du système d'information de la police (INPOL) est étendu aux manifestations et aux manifestants. La nouvelle carte d'identité devrait y jouer un rôle essentiel car l'objectif est de saisir et de filtrer centralement les manifestants qui sont susceptibles d'employer la violence ou qui l'ont déclaré publiquement. Ces données répertoriées au BKA sont accessibles à partir de 2 800 terminaux disséminés sur tout le territoire. A l'occasion de la manifestation anti-nucléaire de Kalkar des postes de contrôle ont été installés sur tout le territoire de la RFA (Berlin-Ouest y compris) afin de contrôler, de fouiller et d'interpeller tous ceux qui étaient suspectés de se rendre à Kalkar. 146 909 personnes et 74 985 véhicules ont été contrôlés ce jour-là, alors que seulement 35 000 personnes ont effectivement participé à cette manifestation par ailleurs tout à fait légale.

Ainsi grâce des informations obtenues lors des contrôles se développe la possibilité technique et la volonté politique d'établir des profils de personnalité à partir des profils de déplacement. Les agissements de la police échappent de plus en plus au contrôle de la population et même des institutions qui ont été mises en place pour veiller à la protection des données. La surveillance des relations sociales, des communications et du mode de vie ne mène pas seulement à une inquisition à l'égard des individus mais aussi à un renforcement de la normalisation et du conformisme social. C'est ce qu'a bien senti le tribunal constitutionnel de Karlsruhe : dans le jugement relatif au recensement de décembre 1983, on trouve ce passage au sujet de la libre disposition des données personnelles : « Celui qui ne peut pas savoir avec certitude celles des données le concernant qui sont connues et qui ne peut pas évaluer l'étendue des informations détenues par le recepneur éventuel de ces données, celui-là peut être considérablement gêné dans sa liberté de décision et d'action. Le droit à la libre circulation des données personnelles est incompatible avec un ordre social où le citoyen ne sait plus quoi, quand et comment en ce qui le concerne. Celui qui ne sait pas si des comportements déviants sont notés à tout moment et transformés en informations stockées durablement qui peuvent être utilisées et transmises, celui-là essaiera de ne pas se faire remarquer par ce type de comportements. Celui qui s'attend à ce que sa participation à un rassemblement ou à une initiative sociale soit enregistrée par les autorités renoncera vraisemblablement à une partie de ses droits fondamentaux. Cela ne limiterait pas seulement les possibilités d'épanouissement individuel de chacun mais aussi le bien public, parce que la libre disposition de soi-même constitue une condition élémentaire d'une démocratie fondée sur la liberté d'action et de participation des citoyens aux affaires publiques. »

Il reste à savoir si ce jugement entraînera une modification essentielle de la Loi sur la carte d'identité, c'est-à-dire l'abrogation de la lecture automatique. En tout cas il représente un soutien appréciable pour éveiller la sensibilité du public aux dangers résultants de la mise en œuvre des technologies de l'information. Cette question ne soulève pas seulement des arguments de nature constitutionnelle mais un problème politique. (A suivre...)